



## Les enjeux du pétrole et le corridor stratégique Puebla-Panama

Par [Micheline Ladouceur](#)

Mondialisation.ca, 22 août 2003

[www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca) 12 décembre 2005

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

L'Amérique centrale et le Mexique ne sont pas à l'abri de nouveaux développements reliés aux intérêts des barons du pétrole et du gaz. Dans la foulée des mesures de déréglementation économique, le Guatemala avait signé des « accords de paix » en 1996, amorçant un processus de libéralisation du marché des terres (Fontierras). Cette « pacification » appuyée par Washington, coïncidait avec les intérêts de la pétrolière états-unienne Union Pacific Resources Group Inc. qui obtenait en 1998 le quasi monopole des réserves d'hydrocarbures.(1) En 1999, le gouvernement guatémaltèque construisait deux bases militaires afin d'assurer la « sécurité » des raffineries et des installations pétrolières de Union Pacific.

Le Guatemala ne produit actuellement que 0.02% de la production mondiale de pétrole (25000 barils par jour), mais la géologie de la région nordique posséderait de vastes réserves pétrolières dans la forêt tropicale du Petén, estimées à 1,400 millions de barils.(2) À la frontière du Petén, dans la région de Marqués de Comillas au Chiapas (Mexique), il y aurait également d'importantes réserves de pétrole et de gaz au cœur même des territoires autochtones. Les pétrolières canadiennes Seine River Resources et Alpine Oil Services Corporation ont également obtenu des concessions au Chiapas.(3) Le vif intérêt des pétrolières (transnationales étrangères) pour le Chiapas a provoqué l'expulsion forcée (et violente) de plusieurs communautés autochtones de leurs terres. Les transnationales souhaitent également l'élimination du mouvement zapatiste (EZLN) qui dénonce depuis longtemps les intérêts pétroliers et la « guerre pour le pétrole » au Chiapas.

La militarisation du Chiapas aboutit à une nouvelle étape vers la fin des années quatre-vingt-dix, reliée étroitement aux intérêts pétroliers et des transnationales impliquées dans le pillage et la biopiraterie (notamment dans la forêt de Lacandon qui est encerclée par l'armée mexicaine). Le géant pétrolier Exxon, ainsi que d'autres méga-transnationales états-uniennes (United Airlines, Intel, Walt Disney, Pulsar et McDonald), ont créé une organisation internationale de Protection environnementale (ONG) dont le véritable objectif est de privatiser les ressources de la biosphère de Monte Azules.(4) Les autochtones et paysans de cette réserve écologique risquent de perdre leur terre suite au plan officiel d'expulsion des « occupants » (paysans sans terre et communautés autochtones) annoncé en décembre 2002.(5)

### Plan Puebla-Panama

Le Plan Puebla-Panama (connu sous le nom de PPP), constitue un projet d'importance stratégique et économique pour Washington. Lancé officiellement par le Mexique et l'ensemble des pays d'Amérique Centrale en juin 2001, ce plan comprend plusieurs corridors de développement reliés par des axes de transport routier, ferroviaire et portuaire. Le PPP envisage des

projets gaziers et pétroliers ainsi qu'un « mégacorridor de commerce fluvial » (ports). Ce dernier repose sur la construction d'un canal dans l'isthme de Tehuantepec reliant le Golfe du Mexique à l'océan Pacifique.

Ce Plan est intimement lié à la militarisation des divers « corridors ». Il englobe non seulement l'axe stratégique Est-Ouest dont le but consiste à promouvoir le commerce entre les États-Unis et l'Asie, mais également un axe Nord-Sud reliant le Mexique et l'Amérique centrale à la Colombie et au reste du continent sud-américain.(6) En d'autres mots, le PPP vient s'intégrer au processus de militarisation du Plan Colombia et aux enjeux du pétrole dans la région andine. Il prévoit, notamment, la création de nombreux « corridors de pipeline » de gaz et de pétrole entre les États-Unis et le Venezuela, en passant par la Colombie.(7) Ces corridors viendraient remplacer le transport du pétrole par voie maritime.

Pour l'usage exclusif des transnationales, le PPP facilitera ainsi la privatisation de l'ensemble des ressources stratégiques (eau, pétrole, minéraux, forêt, biodiversité).(8) Le PPP change la donne en ce qui concerne le droit foncier. Il exige l'expropriation préalable de centaines de milliers d'hectares de terres au Mexique et en Amérique centrale. Il provoquera vraisemblablement une nouvelle vague spéculative sur le marché des terres. Cette dite « intégration économique » (dont le rôle caché consiste à déstabiliser les structures économiques régionales) du Mexique et des cinq pays d'Amérique centrale comportera également des « corridors industriels » et des « couloirs écologiques » interreliées par un méga-réseau de transport (routes, chemins de fer et aéroports). Dans le but de « protéger les investissements », des effectifs militaires seront disposés le long des couloirs à divers points stratégiques.(9) (Le Plan Puebla Panama s'insère dans la logique de la militarisation de l'ensemble de l'Amérique latine.) Ce méga-plan conduira à la déterritorialisation de nombreuses populations paysannes, dont les peuples autochtones et afroaméricaines, de tous les pays concernés.

Afin de faciliter le saccage écologique, le mégaprojet PPP envisage des initiatives de protection environnementale. Sous l'emblème des dits « projets verts », le PPP prévoit la création de 300 zones protégées (« bioréseves ») qui feraient partie du « passage panthère » ou Couloir biologique mésoaméricain (CBM) financé par la Banque mondiale. La réserve de Monte Azules située au Chiapas fait partie du CBM.(10)

La gestion du CBM serait aux mains des transnationales, excluant toute participation des populations locales. Par ailleurs, ces « projets verts » à vocation commerciale provoqueront l'expulsion de plusieurs communautés de leurs terres, sous le prétexte que ces dernières sont responsables de la destruction environnementale, notamment par la culture de brûlis. Le PPP, tout comme le Plan Colombia fera éclater de nouveaux conflits socio-ethniques sur l'ensemble du territoire mexicain et mésoaméricain.

## Notes

1. Gustavo Castro Soto, « Petróleo, Gas y Plan Puebla-Panamá » (desyeme partie), CIEPAC, Chiapas, Mexico, 29 octobre 2002, <http://www.ciepac.org/bulletins/200-300/bolec320.htm>
2. Études des entreprises WesPac Technologies Corporation et Tradestar Corporation. In Castro Soto, op.cit. . Du pétrole a été découvert dans les régions d'Alta Verapaz et le nord du Petén.
3. Une carte confidentielle (obtenue par le quotidien mexicain La Jornada) confirme l'exploitation pétrolière. Dans cette région pétrolière, Shell et Exxon apportent une assistance technique à

Pemex (pétrolière mexicaine) en brisant ainsi le monopole de cette dernière. La privatisation de Pemex fait partie de la réforme fiscale exigée par le FMI. Corporate Watch, « Chiapas: Genetic Pirats and Black Gold », Magazine Issue, été 2000, <http://www.corporatewatch.org.uk/magazine/issue11/cw11f3.html>

4. Laguna Ocotlal est considérée la région la plus militarisée dans l'état du Chiapas. Ryan Zinn, « The Lacandon Jungle's Last Stand Against Corporate Globalization », Corpwatch, 26 septembre 2002, <http://www.corpwatch.org/issues/PID.jsp?articleid=4148>
5. 250 autochtones seraient chassés de la région. Hermann Bellinghausen « El gobierno mexicano prepara el desalojo de Monte Azules, Chiapas », La Jornada, 17 décembre 2002, <http://www.rebellion.org/internacional/hermann171202.htm>
6. Les corridors concerne une méga-région stratégique située entre l'Atlantique et le Pacifique (tout comme la Colombie) et faisant le pont entre les Amériques, l'isthme américain comprend neuf états du sud du Mexique (Puebla, Veracruz, Oaxaca, Chiapas, Guerrero, Tabasco, Campeche, Yucatan, et Quintana Roo) et les sept pays de l'Amérique centrale.
7. Un gazoduc entre le Guatemala et le Yucatan et une expansion vers le reste de l'Amérique centrale; un gazoduc sous-marin de la Colombie à Panama vers le nord; un gazoduc du Venezuela à la Colombie. <http://www.ciepac.org/bulletins/200-300/bolec318.htm>
8. Plusieurs mégapuissances transnationales se sont déjà montrées grandement intéressées par le plan mexicain. Ce projet ambitieux signifie une sur-exploitation des ressources stratégiques incluant l'exploitation des hydrocarbures et des minéraux, la privatisation de l'eau et des forêts (grandes plantations d'arbres), le développement, privé, des ressources biogénétiques (biodiversité) ainsi que l'établissement d'immenses exploitations agricoles par des transnationales comme Monsanto. Celle-ci (tout comme Coca-Cola) contrôle déjà plusieurs réseaux d'aqueducs dans plusieurs villes mexicaines.
9. Miguel Pickard, « PPP: Plan Puebla Panama, or Private Plans for Profit? » CorpWatch, 19 septembre 2002, <http://www.corpwatch.org/issues/PID.jsp?articleid=3953>

Le Couloir biologique mésoaméricain est une initiative de la Banque mondiale et du Global Environmental Facility (GEF, agences et organisations publiques et privées) et le projet est opéré grâce à la participation de la Nasa et du CCAD aux États-Unis.

La source originale de cet article est [www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca)  
Copyright © [Micheline Ladouceur](http://www.globalresearch.ca), [www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca), 2003

Articles Par : [Micheline Ladouceur](#)

## A propos :

Ph.D. en géographie. Spécialiste des questions latino-américaines et brésiliennes. Directrice associée du Centre de recherche sur la Mondialisation, Rédactrice de Mondialisation.ca et des pages en portugais et en italien.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)